

LE BIEN COMMUN NOTION CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DE L'ÉGLISE.

Dans nos sociétés occidentales (celles de l'Union Européenne par exemple mais aussi aux Etats-Unis) l'organisation sociale, politique et économique est fondée sur la notion **d'individu**.

Cette notion d'individu est relativement récente, jusqu'au XIX^e siècle on ne demandait guère aux enfants leur avis pour choisir leur futur conjoint. On parlait de mariage de raison et les rois les premiers ne choisissaient pas librement leur conjoint. Ainsi Louis XIV fut marié le 9 juin 1660 à St Jean -de- Luz à la fille du roi d'Espagne Marie-Thérèse d'Autriche car une clause du Traité des Pyrénées qui scelle la paix entre la France et l'Espagne impose au roi de France d'épouser l'infante d'Espagne. Mais ce qui est vrai pour les rois et les princes l'est aussi pour des gens plus modestes. Les fils de bourgeois ou de paysans enrichis ne peuvent guère choisir leurs conjoints. De même, les enfants ne choisissent pas leur métier ils sont laboureurs, commerçants ou artisans, prêtres ou militaires selon le désir de leurs parents. Et la littérature est pleine de ces vies et de ces destins contrariés par la décision unilatérale de parents qui cherchent d'abord à maintenir le prestige, la survie et le pouvoir de la famille. Mais, il nous faut aussi reconnaître que l'Eglise a toujours fondé le mariage sur le consentement libre des époux. Cependant, ce dernier point n'a pas toujours fait l'objet d'une grande exigence surtout pour les femmes.

Aujourd'hui, il en va autrement et chaque individu est présenté comme libre de ses choix.

En matière politique : chaque citoyen dispose d'un bulletin de vote et peut décider librement de voter, de voter blanc ou nul, de ne pas voter et de voter pour le candidat de ses vœux, il a aussi le droit de se présenter à l'élection ;

En matière sociale : chacun est libre de ses choix religieux, philosophiques, d'orientation sexuelle, de goûts alimentaires ou de choix vestimentaires ;

En matière économique : chaque acteur économique, chaque agent économique est libre de vendre d'acheter, de travailler ou de ne pas travailler.

La question qui se pose alors est la suivante : comment faire pour que la liberté de chaque individu ne tourne pas à la cacophonie, à la foire d'empoigne ou même à la guerre de tous contre chacun ? Ces diverses volontés individuelles et particulières peuvent-elles s'agencer, interagir pour aboutir à une situation qui soit la meilleure possible pour le plus grand nombre ?

A cette question la réponse habituelle est la suivante :

En matière politique : C'est la démocratie représentative qui permet de résoudre la question. Nos représentants élus forment des majorités qui votent les lois et normalement, à la fin de leur mandat ils viennent rendre compte de celui-ci.

En matière sociale : la loi organise la société de telle sorte que les choix les plus divers puissent coexister et tout ce qui n'est pas formellement interdit est de fait légalement possible.

En matière économique : C'est le marché qui dit ce qu'il faut produire et en quelle quantité la produire. Un des fondateurs du libéralisme Adam Smith dit : « chacun cherchant à satisfaire son intérêt individuel est conduit comme par une main invisible à servir l'intérêt général. »

Voilà la réponse que donnent nos sociétés à la question de savoir comment organiser la vie en société. Se pose alors une autre question : Cette organisation de la vie sociale est-elle satisfaisante ? sinon pour tous, du moins pour le plus grand nombre ?

Ici on ne peut que constater que la démocratie américaine qui a supprimé l'esclavage dans les années 1860 n'est pas encore parvenue à faire des gens de couleur des citoyens tout à fait comme les autres. On ne peut aussi que constater qu'Hitler est arrivé au pouvoir par des moyens parfaitement légaux avec les résultats que nous connaissons.

Et si chacun est libre de ses choix vestimentaires on n'a pas encore vu beaucoup d'enseignants, même parmi les plus originaux venir faire cours en tenue de paysan savoyard du XIX^e siècle ou même simplement en pantoufles...

Enfin, le libre marché et la libre concurrence ont abouti à l'affaiblissement de l'agriculture familiale sinon à sa disparition. De même, on ne peut que constater que le chômage est massif dans grand nombre de nos pays et que si le niveau de vie moyen a considérablement augmenté depuis la fin de la seconde guerre mondiale, des situations de misère affreuse perdurent et que les inégalités, loin de disparaître, ne font que se creuser davantage.

Voilà pourquoi l'Eglise met en avant une autre notion que celle d'individu et que celle de la seule confrontation des intérêts individuels. L'Eglise met en avant la notion de *bien commun*.

LE BIEN COMMUN NOTION CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DE L'ÉGLISE.

Il ne s'agit pas de nier les intérêts individuels mais ceux-ci doivent céder le pas face au *bien commun*. La pensée sociale de l'Église à travers les textes majeurs des encycliques s'est déployée en fonction de chaque époque, toujours autour de cette notion de *bien commun*. Cependant, la doctrine sociale de l'Église ne se borne pas à mettre en avant une notion proche de celle de l'intérêt général. A travers les diverses situations historiques une constante apparaît : la vision de l'Homme. Celle qui se dégage de ces textes est celle d'un être en relation, avec les membres de sa famille, ses proches, ses voisins, mais aussi au-delà avec tous les autres humains, avec l'humanité entière. Cette vision d'un être qui est en relation s'oppose à une vision atomisée de l'individu qui ne s'envisage comme libre que lorsqu'il est dégagé de tout lien social.

« Le bien commun ne pourra être atteint aussi pleinement que possible que si les structures sociales (c'est à dire la société) se laissent inspirer, même à leur insu, par cette dynamique de la Charité, dévoilée comme principe opérateur du dépassement des égoïsmes personnels et collectifs. »

Pour l'Eglise, dans la notion de bien Commun, il n'y a pas d'exclus.

L'observatoire social diocésain